

**EVENEMENT CE MARDI 4  
NOVEMBRE 12H AU PALAIS U :  
Ranimons la flamme vacillante de  
la recherche et de l'enseignement  
supérieur !  
Soyons nombreux !**

**Le succès de « Sciences en Marche » doit être entendu par  
le Président de la République et la représentation nationale !**

*Les prochaines actions au niveau local :*

***Mardi 4 novembre (action symbolique au Palais universitaire)***

***Mercredi 5 novembre (réunion de mise en place d'une coordination  
locale)***

***Vendredi 14 novembre (Assemblée générale)***

***Semaine du 24 novembre (actions à déterminer en lien avec le  
national)***

*(Précisions à suivre très bientôt sur :*

*<http://sciencesenmarche.org/fr/strasbourg/>)*

L'initiative « Sciences en Marche » a conduit à une mobilisation sans équivalent depuis plus de 5 ans : la manifestation du 17 octobre à Paris a été un franc succès.

Pendant trois semaines, des centaines de personnes travaillant à tous les niveaux de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR) se sont relayées d'étapes en étapes, le plus souvent en vélo, parfois à pieds ou en kayak, pour aller à la rencontre du public et lui expliquer les spécificités et les difficultés présentes de nos métiers. A chaque fois, l'accueil a été très chaleureux, et le message de « Sciences en marche » a été très bien reçu, comme le montre la couverture médiatique importante de tous ces évènements[i].

Vendredi 17 octobre, plus de 8000 personnes, représentant toutes les disciplines

scientifiques et tous les échelons de l'ESR, ont défilé dans Paris – d'autres manifestations avaient lieu dans plusieurs villes de province - pour faire valoir les trois revendications portées par « Sciences en Marche » et bien d'autres instances de l'ESR[ii] : **un plan pluriannuel d'emploi, le rétablissement des crédits de base des laboratoires et des universités, la reconnaissance du doctorat dans les conventions collectives et dans la haute administration.**

Le succès de « Sciences en Marche » illustre *a contrario* les difficultés que les personnels de l'ESR rencontrent pour exercer leur missions : quand des milliers d'entre eux sont dans la rue, quand le Comité National de la Recherche Scientifique alerte sur la crise de l'emploi scientifique[iii], quand plus de 50 % des directeurs d'unités du CNRS ont déjà signé une lettre au Président de la République pour demander un changement de politique[iv], quand l'Académie des sciences s'invite dans le débat pour demander un changement de cap[v], quand des dizaines de laboratoires et universités décident d'apporter officiellement leur soutien à « Sciences en Marche », c'est que la crise est profonde et grave.

Et pourtant, le jour même de la plus grande manifestation de l'ESR depuis des années, la Secrétaire d'Etat à l'Enseignement Supérieur et la Recherche explique sur le site de l'Express que « la situation n'est pas dramatique », que tout ça ne serait qu'un petit problème de pessimisme passager[vi]. Ignorant la lente et constante dégradation de la position de la France dans les classements internationaux, ces commentaires illustrent l'inquiétante cécité de nos dirigeants vis à vis du monde de la recherche et de l'enseignement supérieur, un secteur pourtant crucial pour le futur de notre pays. L'imprécision et l'inexactitude des chiffres mentionnés dans cet article\* sont par ailleurs surprenantes de la part d'une responsable gouvernementale de ce niveau.

L'initiative « Sciences en Marche », conjointement aux nombreuses autres actions menées en parallèle, a permis de mettre sur le devant de la scène une revendication claire : le redéploiement d'une partie du Crédit Impôt Recherche, dont l'inefficacité est dénoncée de toute part, en direction des universités et des organismes de recherche. C'est une mesure simple qui ne crée pas de dépense supplémentaire pour l'Etat. Il n'est tout simplement pas admissible qu'elle ne soit pas mise en œuvre tout de suite, alors que les dégâts humains et matériels que connaît aujourd'hui l'ESR compromettent gravement l'avenir de notre pays. La communauté de l'ESR a su démontrer sa détermination à obtenir un changement de politique. Ce n'est pas elle qui cèdera maintenant. Nous en appelons donc directement au Président de la République pour qu'il prenne au plus vite les mesures qui s'imposent pour sortir le système public d'ESR de l'asphyxie qui le menace. Il y a urgence.

***Le comité strasbourgeois de Sciences en marche appelle à amplifier le succès du 17 octobre et à fédérer largement toutes les énergies et toutes les initiatives au niveau de l'Université de Strasbourg. Il œuvrera avec vous à la mise en place d'une large coordination qui pourrait rassembler les soutiens de Sciences de marche, les élus du CNRS et du CNU, les directrices et directeurs d'unités (laboratoires des organismes, UMR et Equipe d'accueil), les élus des conseils centraux, les organisations syndicales et les associations des jeunes chercheurs et de doctorants.***

[i] <http://sciencesenmarche.org/fr/retour-sur-le-17-octobre/> ;  
<http://sciencesenmarche.org/fr/presse/>

[ii] CoNRS, CPCN du CNRS, Académie des sciences, réunion des DUs du CNRS...

[iii] <http://www.urgence-emploi-scientifique.org/>

[iv] <http://www.urgence-emploi-scientifique.org/content/lettre-des-directeurs-de-laboratoire>

[v] <http://www.academie-sciences.fr/presse/communiqu/com2014.htm>

[vi] [http://www.lexpress.fr/education/fioraso-aux-chercheurs-la-situation-n-est-pas-dramatique\\_1612906.html](http://www.lexpress.fr/education/fioraso-aux-chercheurs-la-situation-n-est-pas-dramatique_1612906.html)

\*« 90% du budget est constitué de crédits récurrents dont 50% vont vers la recherche fondamentale. Je tiens à rappeler que les crédits de la recherche ont été préservés » Geneviève Fioraso.

La secrétaire d'état confond ici sans doute le financement général des organismes où la dotation d'Etat a une part majoritaire, avec les crédits récurrents ou de base qui désignent les crédits attribués aux équipes de recherche hors masse salariale pour conduire leur travail de recherche. Ces crédits sont dans presque tous les organismes inférieurs à 10%. Au CNRS, ils étaient de 5,7% en 2013.

Pour ce qui est de la préservation des crédits de la recherche, nous notons qu'en 2014, les budgets des organismes de recherche sont en très légère baisse en euros courants, ce qui constitue une forte baisse en euros constants (Rapport du Sénat: <http://www.senat.fr/rap/a13-160-5/a13-160-58.html>). Quant à celui de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR), il a été amputé de 81 millions d'euros cette année.